L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
MM. SELLS-CABLE & Cie.
JEUDI, 28 DECEMBRE 1893.

PETITES ANNONCES.

LIRE personnes voulant se défaire de meubles antiques, peintures, vases, porcelaines, cristaux, objets en bronze et objets d'art, n'hésitent qu'un seul moment, le prix le plus élevé en s'adressant au No 129 rue de Chartres. Lewis & Bernard. 2 juil—1y

DEMANDES.

ON demande à acheter le journal l'Abeille, du 22 septembre 1889. S'adresser au bureau de l'Abeille 28 déc—1f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession d'Elizabeth Bey.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 39 309.—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Hermann P. Kidder, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
22déc—22 26 31 Greffier.

Succession de J. D. Byrne.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 39 514.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Catherine Byrne, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE, Greffier.
22 déc—22 26 31

Succession de John B. McGinty.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 38,652—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Eugene F. Bahler, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.
A. V. FLOTTE,
20 déc—20 24 29 Greffier.

Succession de Jane K. Hill.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 40,924—Division E.—Attendu que Wade H. Richardson a présenté sa pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire daûf dans la succession de Jane K. Hill, et d'obtenir l'ordre ci-après mentionné, il est ordonné par le présent donné à tous ceux que cela peut connaître d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
21 déc—21 24 30 Greffier.

Succession de Miss Caroline Oberg.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 39,907—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquels le compte définitif présenté par Charles J. Jacob, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour,
A. V. FLOTTE,
19 déc—19 23 28 Greffier.

Succession de Godfrey Borrell.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 39,324.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquels le compte définitif présenté par Miss W. Borrell, tutrice naturelle administrant cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
A. V. FLOTTE,
Greffier.

AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, No 41,137—Division E—John Henry vs ses créanciers.—Ordre de Cour—Que la cession de biens du pétitionnaire John Henry soit et est acceptée par la Cour, au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une reunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Geo. H. Brandon Esq. notaire public, en son bureau, No 26 Commercial Place, en cette ville, le MERCREDI, 17ème jour de janvier 1894, à 11 heures A. M., dans le but de déliberer sur les affaires du dit pétitionnaire, d'lire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1893.
Signé: GEO. H. THEARD, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Députe-Greffier.
28 déc—3f au 17 jan

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. No 41,068—Ordre — J. B. Prosdame vs ses Créanciers.—Que la cession des biens faite par J. G. Prosdame, au bénéfice de ses créanciers, et est par le présent acceptée par la Cour et qu'une réunion de ses créanciers soit convoquée et tenue pardevant Benjamin Story, notaire public en cette ville, commençant le 26 janvier 1894, à 11 heures A. M., dans le but d'élire un syndic, de déterminer de la façon dont l'actif devra être disposé, et voter pour ou contre la décharge de l'insolvable, et que Henry Reidenbach Esq., avec le nommé pour représenter les créanciers absents de l'insolvable, et que dans l'intervalle et jusqu'a nouvel ordre de la Cour toutes procédures contre la dite succession ainsi que les dits de plaignant soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 16 décembre 1893.
(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.
Pour copie conforme:
CHAS. FLOTTE,
Deputé-Greffier.
20 déc—3f au 16 jan

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans, No 41,009. Division A.—E. Lange vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession de biens du pétitionnaire E. Lange soit et est par le présent acc-pté par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant O. Morel, Esq., notaire, à son bureau, No 9 rue Carondelet, en cette ville, LUNDI, 15ème jour de décembre 1893, à 11 h. A. M., dans le but de déliberer sur les affaires du dit pétitionnaire, élire un syndic et voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues.

Nouvelle-Orléans, 12 décembre 1893.
(Signé) THOS. C. W. ELLIS, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

CONSULAT DE FRANCE
—A—
LA NOUVELLE-ORLÉANS.
BUREAUX, RUE ROYALE, 31.

Des renseignements sont demandés sur les personnes dont les noms suivent. En cas de décès ou d'absence, leurs amis sont priés d'en donner avis au Consulat.

DÉCEMBRE 1893.

A l'avenir la présente publication n'aura lieu que le DIMANCHE.

Liste de publication.

Antoine, Alexandre	Dagnier, Jean Claude
Arnold, Auguste	Gougy, Auguste
Bertin, Charlotte	Hiegel, Joseph (époux)
Bordages, Bertrand	Médan, Michel
Bourg-en-Bresse	Mistral, Jean
Bacchi (veuve de Francesconi) née Journu (et enfants)	Péré, Pierre
Ba ka, Dme Chamery née Miller	Plataut, Charles
Canal, Mlle Marie	Pontidi, Joseph
Canandebit, Benoit	Rouyer, Marie, née Eyquem
Charcot, Emile	Thiers, Sophie, née Dallier

LETTRES.

Miss Mathilde Caben.

N. B.—Afin d'éviter des retards dans la transmission des documents joints aux personnes qui ont à soumettre à mon visa des actes établis en Louisiane, on devra se la ville de la Nouvelle-Orléans, à les faire certifier, également, par M. le secrétaire d'Etat de l'Etat de la Louisiane.

Le Consul de France,
signé: G. B. D'ANGLADE.

JOURNAUX FRANCAIS

COURRIER DE FRANCE. Echo de Paris. Figaro. Gil Blas. Intransigeant. Lanterne. Petit Journal. Petit Parisien. Leurs suppléments. France Illustrée. Monde Illustré. Nouvelle Patrie. P. Echo d'Hier. Bon Journal. Caricature. Eclipse. Journal Amusant. Journal des Voyages. Monde Comique. Petit Parisien illustré. Science Théâtre etc.

Dépositaires Généraux:
L. DERMIGNY & Cie.
126 W. 25th Street. NEW YORK.
Envoi par la Poste dans toute l'Amérique.
DEMANDEZ LA LISTE!

Annonces spéciales aux Marchands

L'ABEILLE
—DE LA—
Nouvelle-Orléans
JOURNAL QUOTIDIEN,
—AVEC UNE—
EDITION HEBDOMADAIRE
—ET—
PARAISSANT
SAMEDI MATIN.
—SE—
Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

ABONNEMENTS:

ÉDITION QUOTIDIENNE.

UN AN	$12 00
SIX MOIS	6 00
TROIS MOIS	3 00
UN MOIS	1 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

UN AN	$3 00
SIX MOIS	1 50
QUATRE MOIS	1 00

On s'abonne à la semaine avec les porteurs et les marchands de journaux.

L'ÉDITION HEBDOMADAIRE

Renissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe.

BUREAUX ET ATELIERS

No 73 Rue de Chartres,
ENTRE CONTI ET BIENVILLE

Fondée le 1er septembre 1827, est le plus ancien journal quotidien de la Louisiane et du Sud-Ouest.

Elle est lue par toute la population franco-louisianaise et est conséquemment, au point de vue des annonces, un excellent organe de publicité.

Elle est reçue non-seulement dans toutes les paroisses créoles de la Louisiane, mais dans les Etats voisins, au Mexique, aux Antilles, en Europe, partout enfin où on lit le français et où on s'intéresse aux affaires de notre pays.

CHARTE
—DE LA—
Compagnie d'Assurances des Marchands
(Merchants' Insurance Company)
—DE L'—
ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'il soit connu que ce 11ème jour de janvier, de l'année de Notre Seigneur mil-huit-cent-quatre-vingt-treize, et de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique la cent dix-septième.

Pardevant moi, George Covington Préot, notaire pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, sont venues et ont comparu personnellement devant moi les différentes personnes dont les noms sont ici inscrits, lesquelles constituent tout le corps des actionnaires ou associés de la compagnie d'assurances mutuelles des Marchands de la Nlle-Orléans (Merchants Mutual Insurance Company of New Orleans); elles déclarant que se prévalant des dispositions des lois de cet Etat relatives à la formation de corporations, elles ont convenu et conviennent par les présentes de s'engager, ainsi que telles autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, à former une corporation et en conséquence politique en droit pour les objets et fins et en vertu des stipulations et conventions qui suivent, savoir:

ARTICLE I.

Le nom et le titre de cette corporation sera "THE MERCHANTS' INSURANCE COMPANY; son domicile est établi dans la ville de la Nlle-Orléans, Etat de la Louisiane. Toutes les assignations originales et autres procédés légaux seront servis au président de ladite corporation ou, en son absence au secrétaire.

ARTICLE II.

Cette Compagnie, sous son dit nom corporatif, aura plein pouvoir et pleine autorité d'exister comme corporation avec droit de succession pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la présente date; de s'engager par contrat, de poursuivre et d'être poursuivie en justice; d'acheter et de vendre, de louer à bail, d'hypothéquer et donner en garantie des biens meubles et immeubles d'acheter, prendre, posséder et détenir tout l'actif, d'assumer toutes les obligations de la "Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans", et dans le but d'émettre ses actions (stock) aux actionnaires de la dite "Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans" dans la proportion d'une action du capital de cette corporation pour chaque deux actions du capital de la dite "Merchants' Mutual Insurance Company," dûment remis et retournés à cette Compagnie; de conclure des emprunts, d'émettre des obligations et hypothèques et de donner pour cela des garanties (security), de nommer et de désigner des officiers, directeurs, administrateurs, agents et employés de faire et de régler ment pour la bonne administration des affaires de la corporation; de modifier et d'amender son gre les dits règlements; d'adopter et d'employer un sceau corporatif et de le rompre ou changer à son gré.

ARTICLE III.

Cette corporation est créée pour faire des affaires d'assurance contre l'incendie, les risques de mer et de rivière dans toutes ses branches, et particulièrement dans celles, les affaires dont elle s'occupait sous le nom de "Merchants' Mutual Insurance Company." Son but et son objet, sans par les présentes indiquées expressément comme suit:

1. Assurer des maisons de résidence, de magasins, boutiques, usines, ateliers, effets mobiliers, dans marchandises ou autres effets et propriétés contre toute perte et tout dommage par le feu.

2. Prendre des risques d'assurance maritime sur le fret des navires, bateaux à vapeur, articles, produits, marchandises, espèces, fonds, commissions, profits, billets de banques, change et autres certificats de dette, profits maritimes et marchandises et risques de toutes sortes, et généralement les affaires d'assurance ayant rapport ou se rattachant aux risques de transport sur terre.

3. Elle pourra s'assurer contre tout risque qu'elle aura elle-même accepté.

4. Sur livraison au Conseil de Direction de cette Compagnie de tout le fonds-capital de la Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands, le Conseil de Direction de cette Compagnie est par les présentes particulièrement et spécialement autorisé à assumer toutes les obligations et à prendre le lieu et place de tout l'actif de la dite Compagnie d'Assurances Mutuelle des Marchands.

ARTICLE IV.

Le fonds-capital de cette corporation est par les présentes fixé à Trois cent mille dollars ($300,000) divisés en cent représentés par trois mille actions de cent dollars chacune. Lesdites actions se peuvent également